

1<sup>er</sup> mai 2020

**Ce 1er mai 2020**, journée internationale de solidarité entre tous les travailleurs, prend cette année une tournure particulière tant est grande la nécessité de maintenir des liens de solidarité, à l'échelle nationale comme internationale, dans cette situation de crise sanitaire.

**Solidarité entre travailleurs face à l'incurie des gouvernements**, incapables d'assurer la protection et la sécurité des travailleurs, de fournir les équipements nécessaires, d'abord aux soignants mais aussi à tous ceux contraints d'aller travailler pour assurer les activités essentielles ou pour assurer la continuité des services publics. Et cela parce que, partout, les services publics et les systèmes de santé sont mis en pièces pour des motifs économiques.

**Solidarité avec tous ces travailleurs** qui, eux, ne bénéficient d'aucune protection sociale et qui aujourd'hui sont exclus des soins ; solidarité avec tous ceux qui se retrouvent privés d'emploi, sans aucun revenu faute d'assurance chômage. Cette crise, dans certaines parties du monde et pas seulement dans les pays dits pauvres, jette des salariés par millions à la rue et les affame. Plus de 60 000 morts et près de 30 millions de chômeurs aux Etats-Unis par exemple ! Faut-il une meilleure preuve de l'impérieuse nécessité de la mise en place partout dans le monde de systèmes de protection sociale basée sur la solidarité ?

**Solidarité avec tous les syndicalistes** qui dans le monde entier voient leurs droits bafoués. Le capitalisme ne tolère pas les voix dissonantes et particulièrement quand les tensions sont importantes.

**Rappelons que pour Force Ouvrière, le premier mai n'est pas « la fête du travail »**. Le premier mai, comme nous l'avons dit, **est une journée de solidarité internationale et de revendications**. Et la nuance est d'importance.

Il faut rappeler, en ces temps d'épidémie où le gouvernement nous appelle à l'Union Nationale, que c'est le Maréchal Pétain qui décrète en 1941 que le 1er mai sera la "**Fête du Travail et de la Concorde sociale**"... « Concorde sociale » ... C'est bien ce à quoi appelle le gouvernement en invoquant une « nécessaire Union Nationale ».

### **Mais quelle « Union Nationale » ?**

Pouvons-nous conclure une « Union Nationale » avec un gouvernement qui, aux ordres du Medef et des financiers, se saisit de la crise sanitaire pour déréglementer, remettre en cause le code du travail, les conventions collectives et les libertés démocratiques ? Poser la question, c'est y répondre.

N'oublions pas que, réuni en urgence sur la question du COVID-19 le 29 février, le conseil des ministres a autorisé le 1<sup>er</sup> ministre à utiliser le 49-3 pour imposer **sa réforme des retraites** de destruction de l'ensemble des régimes, général, particuliers, spéciaux et complémentaires pour les fusionner en un seul, « universel », a minima, d'individualisation des droits.

**La loi Urgence sanitaire adoptée le 23 mars 2020** prétendument pour faire face à l'épidémie est en fait l'instrument de l'accentuation de cette déréglementation : Un décret permet à l'employeur, via un accord d'entreprise, de décider de la date des congés payés. Il dispose également sans consultation des instances du personnel de la possibilité d'imposer, jours de RTT, de récupération et de jours qui sont dans un compte épargne temps. Et dans la foulée, ces dispositions sont devenues applicables dans la fonction publique d'Etat et territoriale. Mais ce ne serait pas suffisant. Les patrons et la ministre du travail rêvent maintenant de nous ramener 100 ans en arrière pour imposer la semaine de 60h, déroger aux jours fériés, au repos hebdomadaire !

**Ce 1er Mai** est l'occasion de leur rappeler que c'est à l'occasion de grandes grèves que les salariés ont arraché la semaine de 40h, les congés payés, le repos dominical et toutes ces normes qu'ils rêvent de faire voler en éclat !

Aujourd'hui, la CFDT et le Medef, avec le soutien du préfet de Région et la présidente du Conseil régional organisent **une conférence sociale**, pour préparer la reprise du travail. « *L'heure est au rassemblement* », expliquent-ils en cœur. Au rassemblement derrière qui ? Le gouvernement et le patronat ? Pour limiter les droits et garanties des travailleurs et les inviter à travailler plus et à se sacrifier pour maintenir les marges ?

**Nous sommes indépendants et le resterons.** Nous n'accepterons pas que les salariés soient sacrifiés, voire licenciés. Dans certains secteurs, des plans de « réduction des coûts » sont déjà annoncés. Une crise sans précédent frappe le transport aérien. L'industrie aéronautique a perdu plus d'un tiers de son activité. Aujourd'hui, Airbus a un genou à terre et il y a urgence. **Ne faut-il pas prendre des mesures d'urgence pour sauver Airbus et tous les emplois ?** Et la mesure d'urgence qui a fait ses preuves dans le passé ne serait-elle pas la nationalisation ? Ne faut-il pas, comme le font nos camarades de **Daher**, revendiquer un véritable plan de « sauvetage » des emplois, intégrant entre autres un plan de formation ambitieux, la mise en place d'un dispositif de pré-retraite et le recours au chômage partiel autant que de besoin pour éviter tout licenciement ?

**Le débat est lancé.**

Et il y a l'annonce par le président de la République d'une réouverture des services, écoles et des établissements scolaires **le 11 mai prochain**. Nul n'est dupe des réelles motivations du chef de l'Etat et du gouvernement : il s'agit de remettre l'ensemble des salariés - du public comme du privé - au travail, sans aucune considération du risque sanitaire qu'ils encourent. Après avoir imposé le confinement comme seule solution possible, le gouvernement cherche à forcer les personnels à reprendre dans des conditions qui ne correspondent qu'à un objectif : répondre aux intérêts du patronat.

**Ce « déconfinement » d'ailleurs prend des allures ubuesques.** On « déconfiner » d'abord les petits, puis les collégiens de 6<sup>ème</sup> et de 5ème... C'est-à-dire d'abord ceux auxquels il est le plus difficile de faire appliquer les mesures sanitaires et à qui on ne peut demander le port du masque, mais qui sont aussi ceux qui à la maison ne se gardent pas tous seuls ! Nos camarades de l'enseignement et de la territoriale ont raison dans ces conditions d'exiger comme préalable à toute reprise la nécessité du dépistage systématique et des moyens de protection nécessaires.

**La décision de limiter encore les libertés publiques** dans le cadre du « déconfinement » est inacceptable. Comment comprendre que d'un côté, des dizaines ou des centaines de salariés se retrouvent dans des ateliers ou des bureaux, que des centaines d'enfants reprennent le chemin de l'école et que d'un autre côté on limite à dix personnes les rassemblements sur la voie publique ou dans les lieux privés. Les manifestations de rue, meetings, assemblées générales, réunions d'instance syndicale seront donc de fait toujours interdits. Le gouvernement a-t-il peur de la réaction de la classe ouvrière ?

**Ce 1er Mai est enfin l'occasion de rappeler notre attachement à la Sécurité Sociale (qui est dans l'œil du cyclone) et aux services publics** garants de l'égalité de traitement entre tous les citoyens. Depuis 20 ans, les gouvernements successifs ne cessent de les affaiblir en fermant des services, en supprimant massivement des postes ! Tous les services publics font l'objet de démantèlement et pourtant dès lors qu'une situation extrême touche notre pays, que ce soient les attentats, et maintenant cette épidémie de Covid-19, c'est un concert de louanges à l'égard des fonctionnaires. Ils sont devenus les héros du quotidien ! Mais les « héros » ne se contenteront pas d'applaudissements, ils exigent la satisfaction de leurs revendications en termes de salaires et d'effectifs qu'ils soient soignants, enseignants, fonctionnaires territoriaux, policiers, agents de la pénitencière, agents des impôts etc. Et avec eux nous revendiquerons la préservation et l'amélioration du Service Public.

**Face à un gouvernement qui reste sourd à nos revendications**, un gouvernement à qui 64% de la population ne fait pas confiance pour gérer la crise sanitaire, nous devons refuser « l'Union Nationale » et opposer nos revendications.

**Vive la solidarité internationale !  
Vive le syndicalisme libre et indépendant !  
Vive le 1er Mai 2020 !**